

**Zeitschrift:** Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

**Herausgeber:** Société de communication de l'habitat social

**Band:** 63 (1990)

**Heft:** 10

**Rubrik:** Lire - voir - entendre

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

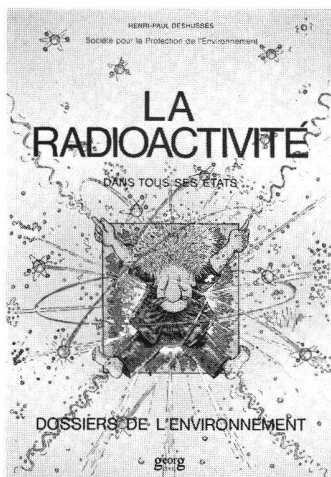
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Henri-Paul Deshusses

### LA RADIOACTIVITÉ DANS TOUS SES ÉTATS

Georg SA, Genève

127 pages, avec schémas et illustrations

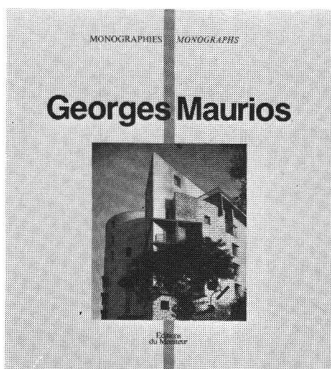
Fr. 24.-

Pour le cinquième volume de ses *Dossiers de l'environnement*, la SPE a choisi de ne pas escamoter un des thèmes parmi les plus controversés de la protection de l'environnement : la radioactivité.

*La radioactivité dans tous ses états* est le premier ouvrage de vulgarisation en langue française sur ce thème à offrir un tour complet de la question. Parler de radioactivité, c'est, en effet, exposer les données élémentaires de la physique et de la chimie : c'est le nombre de particules subatomiques qui définit les éléments du tableau des éléments; ce sont les forces qui régissent le monde de ces particules, l'infiniment petit, qui régissent aussi le fonctionnement de l'univers tout

entier. Parler de radioactivité, c'est aussi relater la passionnante aventure des savants et expérimentateurs à la recherche de la structure intime de la matière, au-delà des apparences. Mais c'est aussi exposer le fonctionnement de l'émission de rayons et les effets biologiques de ces derniers. C'est évaluer les moyens de protection, les risques, les situer dans l'espace et dans le temps.

L'ouvrage de la SPE expose en détail les différentes sources de rayonnements, dans la nature comme mis en place de main d'homme : militaire, civil, centrales nucléaires, dépôts de déchets, emplois médicaux. Un bilan d'ensemble devient ainsi possible, qui est une des préoccupations de la SPE, et qui, dans le contexte des débats sur le choix des sources d'énergie, sur les enjeux de la santé publique et de l'environnement, est aujourd'hui une nécessité. Enfin, le livre souligne le caractère irréversible du phénomène de la radioactivité. Une fois qu'elle a démarré, la désintégration ne peut plus être arrêtée d'aucune manière. S'agissant de l'énergie nucléaire, la centrale elle-même n'est qu'un aspect de la question. Il ne faut pas oublier le cycle du combustible, de la mine au retraitement. Et il y a les transports, avec les pertes inévitables. Et sept kilos de plutonium suffisent pour faire une bombe. La prolifération est en marche...



Georges Maurios

### MONOGRAPHIES

Editions du Moniteur, Paris

96 pages au format 22 x 24 cm

Georges Maurios, après être allé en Inde travailler à Chandigarh, puis aux Etats-Unis, à Harvard, suivre l'enseignement de José-Luis Sert et de Louis Kahn, revient à Paris pour créer sa propre agence à la fin des années soixante.

Il se passionne alors pour les questions relatives à l'industrialisation de la construction : dans les logements aux configurations flexibles qu'il conçoit, les habitants peuvent prendre part à la définition de leur espace de vie. Il réalise également plusieurs opérations remarquables à Paris, qui participent du renouveau de l'architecture urbaine française.

La carrière de Georges Maurios est exemplaire par sa compétence professionnelle, par la qualité de construction de ses bâtiments et par les positions culturelles rigoureuses qu'il défend dans la transformation de la ville d'aujourd'hui.

Les contributions de Jean-Claude Garcias, critique d'architecture, et de Bertrand Lemoine, historien de l'architecture, permettent de comprendre l'itinéraire d'un architecte qui défend avec exigence et ouverture d'esprit l'idée d'une modernité contextuelle.

La Commission de recherche pour le logement (CRL) et l'Office fédéral du logement (OFL) vous invitent à participer au

#### 4<sup>e</sup> séminaire d'information de la CRL, sur le thème GROUPES DÉFAVORISÉS SUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT : PROBLÈMES ET MESURES

Mercredi 28 novembre 1990,  
de 9h30 à 13h,  
remise des documents dès 9h

Aula de l'EINEV  
(Ecole d'Ingénieurs  
de l'Etat de Vaud)  
Route de Cheseaux, 1  
1401 Yverdon-les-Bains

La taxe d'inscription au séminaire est de Fr. 90.- par personne. Le délai d'inscription est fixé au 16 novembre 1990. Une confirmation, de même qu'un plan détaillé, avec recommandations pour le parking, seront remis aux participants.

#### Organisation :

— Commission de recherche pour le logement (CRL)  
— Office fédéral du logement (OFL), Weltpoststrasse  
4, 3015 Berne

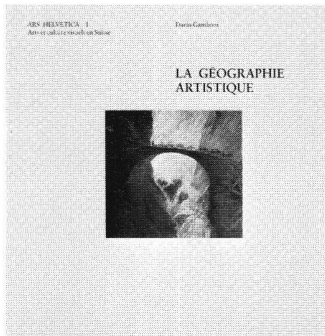
#### Organisation technique :

IREC, Institut de recherche  
sur l'environnement construit  
Case postale 555, 1001 Lausanne  
Tél. (021) 693 32 94  
Fax (021) 20 09 90

Le niveau généralement satisfaisant des conditions de logement en Suisse ne doit pas faire perdre de vue qu'il existe actuellement sur certains marchés partiels une véritable crise du logement et des loyers. Les plus touchés par la pénurie sont les ménages et les personnes seules à revenus modestes. Cependant, d'autres groupes et personnes sont également touchés, comme par exemple les ménages mono-parentaux, les ménages de jeunes, les communautés d'habitation, les étrangers, les toxicomanes ou encore d'autres groupes marginalisés par la société.

Dans l'idée de jeter les bases d'une réflexion sur les moyens d'action à l'intention des décideurs — qu'ils proviennent des milieux politiques, administratifs, économiques ou de l'assistance privée —, la Commission de recherche pour le logement a fait réaliser une étude examinant les causes et les conséquences des insuffisances relevées plus haut et suggérant des solutions. Cette étude, publiée dans le n° 45 du *Bulletin du Logement*, est le résultat d'une étroite collaboration entre un bureau de planification et différentes œuvres d'entraide confessionnelles et privées.

Le catalogue détaillé des mesures possibles sera au centre de ce quatrième séminaire de la CRL (quelques exemples : acquisition par les collectivités publiques des immeubles disponibles; compensation des charges financières dans les propriétés communales et coopératives; obligation pour les coopératives de construction de prendre un engagement durable en faveur des défavorisés; mise à disposition du public des logements détournés de leur usage; création d'agences immobilières au service des défavorisés; prise en charge des garanties et/ou des cautions; attribution de logements aux défavorisés comme moyen de résorber les plus-values d'immeubles; la mise en location temporaire d'immeubles vides).



Dario Gamboni  
**LA GÉOGRAPHIE ARTISTIQUE**  
**Ars Helvetica I**  
**Arts et culture visuels en Suisse**

292 pages au format 21,5 x 21,5 cm  
 nombreux documents n/b  
 relié

Distribution : Editions Desertina Dis-  
 sentis, 7180 Disentis

L'idée de patrimoine national n'est venue que lente-  
 ment s'opposer à la destruction, à la dispersion et  
 surtout à la vente à l'étranger des objets artistiques et  
 des collections suisses. Le ministre Philippe Albert  
 Stapfer avait demandé dès 1798 aux cantons de  
 dresser les listes de leurs bâtiments et antiquités  
 méritant d'être protégés. Il s'agissait comme en France  
 de faire des édifices et des objets concernés des «mo-  
 numents», pour les soustraire non pas tant au «van-  
 dalisme révolutionnaire», phénomène comparable à  
 l'iconoclasme de la Réforme mais que la chute de  
 l'Ancien Régime n'entraîne guère en Suisse, qu'aux  
 effets également destructeurs de leur soumission à la  
 valeur d'usage. Au niveau législatif, un premier groupe  
 de lois cantonales relatives à la conservation des  
 monuments, inspirées des modèles français et italien,  
 sont introduites de 1898 à 1909 dans les cantons de  
 Vaud, Berne, Neuchâtel, du Tessin et du Valais; la  
 plupart des autres cantons ne suivront que dans les  
 années 1960, stimulés par l'élaboration des textes  
 législatifs fédéraux (décret fédéral en 1958, article  
 constitutionnel en 1962) et par les destructions mas-  
 sives qu'occasionne la haute conjoncture économi-  
 que.

Quant au travail d'inventaire qui fonde la «topographie  
 artistique» et forme la base indispensable à la protec-  
 tion des biens culturels, il revient lui aussi à l'initiative  
 des individus et des associations.

Mais parallèlement à la définition et à l'extension  
 progressive de la notion de patrimoine et des mesures  
 de conservation, les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles connaissent  
 des destructions d'une ampleur sans précédent. La  
 Suisse échappe à celles qui, souvent délibérées et  
 symboliques, accompagnent les deux guerres mon-  
 diales. Mais elle est loin d'éviter celles que provoque  
 la spéculation foncière et immobilière, aggravée par  
 la prospérité économique et l'exiguïté du territoire.  
 Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où  
 le recours aux styles historiques vient d'ailleurs ren-  
 forcer ou compléter l'image d'ancienneté des lieux,  
 l'industrialisation, la croissance des villes et le déve-  
 loppement des transports sacrifient une partie du tissu  
 urbain à la modernisation technique. Entre les deux  
 guerres, les Comités internationaux d'architecture  
 moderne (CIAM, fondés en 1928 à La Sarraz) oppo-  
 sent l'exigence avant-gardiste de la «table rase» à la  
 soumission historiciste aux patrimoines locaux, justi-  
 fiant au nom de l'innovation culturelle une destruction  
 «progressiste», qui demeure en Suisse largement  
 utopique.

L'auteur, Dario Gamboni est historien d'art à Lau-  
 sanne.

L'ouvrage fait partie d'une série de 13 volumes qui  
 constituent une contribution de Pro Helvetia, Fonda-  
 tion suisse pour la Culture, à l'occasion du 700<sup>e</sup> anni-  
 versaire de la Confédération.



**LA RÉNOVATION DOUCE BERLIN-GENÈVE**

Editions Georg, Genève

94 pages  
 illustrations noir/blanc  
 broché

En organisant *Pas à Pas. La rénovation douce à  
 Berlin-Kreuzberg*, nous voulions présenter à Genève  
 les opérations de grande envergure réalisées à Berlin  
 pour la réhabilitation des quartiers anciens. Le collo-  
 que «La rénovation douce Berlin-Genève» complétait  
 cette présentation par une rencontre des différents  
 protagonistes, berlinois et genevois.

A Berlin, l'IBA-STERN a pris le problème «à bras le  
 corps» avec un réalisme exemplaire. Cet organisme  
 est parvenu à réunir autorités municipales, locataires  
 et financiers privés pour définir des règles permettant  
 l'évolution d'un quartier entier vers une meilleure  
 salubrité, habitabilité et même pérennité, en regard de  
 l'adaptation du patrimoine bâti, ainsi repensé, aux  
 exigences contemporaines.

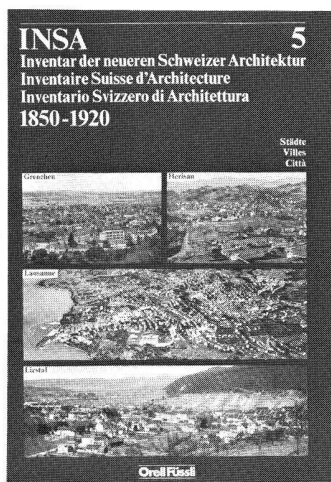
Autour de la rénovation urbaine douce, un enjeu plus  
 vaste se dessine. Il est aujourd'hui urgent d'élaborer  
 une véritable réflexion-action urbaine, non dépendante  
 des pouvoirs publics et politiques ni d'intérêts

privés dominants ou partisans, développée par une  
 équipe pluri-disciplinaire de personnalités aux com-  
 pétences reconnues.

Cette importante mission, d'abord consacrée aux  
 exceptions marquantes, peut ensuite s'élargir aux  
 bâtiments plus courants de la ville, à la recherche de  
 cet équilibre si difficile entre conserver ce qui le mérite,  
 modifier ce qui doit l'être et construire du neuf là où la  
 ville moderne le demande.

Textes de

Philippe Dufresne  
 Eduardo Kohan  
 Michael Kraus  
 Emilio Luisoni  
 Pierre Merminod  
 Michel Ruffieux  
 Raymond Schaffert  
 Michael Stehr  
 Bernard Zumthor



**INVENTAIRE SUISSE D'ARCHITECTURE 1850-1920 (INSA)**  
**Vol. 5: Grenchen, Herisau, Lausanne, Liestal**

L'inventaire INSA recouvre la période 1850-1920 et  
 documente les faits urbanistiques et architecturaux  
 de la ville moderne façonnée par la «révolution indus-  
 trielle», dont la principale conséquence, à savoir une  
 formidable hausse démographique, provoque l'insalubrité  
 des centres anciens et l'apparition des banlieues. Cet  
 inventaire comprend, à côté de nombreuses annexes,  
 deux points forts : une description et une analyse du  
 développement urbain suivie de l'inventaire topogra-  
 phique des bâtiments, monuments et parcs réalisés  
 pendant la période donnée. En proposant une meilleure  
 connaissance de la production architecturale de cette  
 période souvent mal considérée, cet inventaire doit  
 provoquer une prise de conscience de la valeur archi-  
 tecturale et technique des objets décrits ainsi que  
 des qualités urbaines indéniables des ensembles réali-  
 sés.

**L'inventaire INSA lausannois**

On ne peut écrire l'histoire du développement urbain  
 lausannois sans rappeler d'abord l'activité de l'ingé-  
 nier cantonal Adrien Pichard dont le projet de cein-  
 ture routière formulé en 1836, incluant le Grand-Pont  
 (1839-1844) et le tunnel de la Barre (1851-1855),  
 marque profondément le noyau urbain ancien.

A Lausanne, comme dans de nombreuses villes, les  
 directions du développement urbain résultent prin-  
 cipalement de l'emplacement de la gare; cette dernière

est édiflée en 1856 à 500 m au sud de l'agglomération  
 urbaine qui est encore inscrite à cette date dans  
 l'enceinte médiévale dont la démolition s'effectue tout  
 au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi les premiers «nouveaux  
 quartiers» s'élèvent-ils entre la ville et la gare : la réa-  
 lisation de la nouvelle liaison routière entre la ville et  
 sa gare (dès 1866), ainsi que le lotissement des ter-  
 rains communaux de Georgette, font l'objet d'une étu-  
 de de cas. La gare provoque aussi la densification des  
 terrains qui la séparent du lac; l'attrait rousseauiste  
 pour le paysage lacustre, mais aussi l'établissement  
 d'un funiculaire reliant le centre de la ville, la gare et  
 Ouchy (1877) favorisent cette expansion.

Mené topographiquement, l'inventaire proprement dit  
 consiste en une succession de notices dont la taille  
 varie en fonction de l'importance des objets et des  
 sources disponibles. Dans certains quartiers, les  
 auteurs ont cherché l'exhaustivité afin d'offrir un  
 panorama complet de la production architecturale,  
 sans faire de distinction entre architecture majeure et  
 mineure. Ailleurs, seuls les bâtiments monumentaux  
 sont décrits. De façon générale, tout édifice significatif  
 de la ville moderne fait l'objet d'une description; ainsi,  
 hôpitaux, prisons, tribunaux, gares, centrales électri-  
 ques, usines à gaz, kiosques de tramways, cimetière,  
 réservoirs, etc. témoignent-ils des innovations du  
 «progrès» technique et social, crédo universel de la  
 seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.